

Notifié / Lettres 2922/GCS du 20/11/2013 et Lettres 3041-3042-3043/GCS du 27/11/2013

Je vous envoie de livrer à M. 103 H. C. uson 20/11/2013

PDF

N° 84/CA DU REPERTOIRE

N° 1998-50/CA3 DU GREFFE

REPUBLICQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

Arrêt du 17 juillet 2013

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

**Affaire : Collectif des Propriétaires des
Parcelles des lots 140 à 153 Sodjèatinmè
Cotonou**

C/
Préfet de l'Atlantique

La Cour,

Vu la requête en date du 26 mai 1998, enregistrée au secrétariat du président de la Cour suprême le 09 juin 1998 sous le n°821 et au greffe de la Cour le 15 juin 1998 sous le n°417/GCS, par laquelle le collectif des propriétaires des parcelles des lots 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153 de Sodjèatinmè Cotonou représenté par Chekpo André, Hunkpenu Abdul Wassi, Ekani Assogba et trente huit (38) autres ont introduit un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation des arrêtés numéros 2/195, 2/196, 2/197, 2/198, 2/199, 2/200, 2/201, 2/202, 2/203, 2/204/DEP-ATL/SG/SAD du 8 avril 1998 et n°2/299/DEP-ATL/SG/SAD du 1er juillet 1997 pris par le Préfet de l'Atlantique ;



Vu la lettre n°3120/GCS du 12 août 2012 mettant en demeure les requérants aux fins d'accomplir les formalités prévues aux articles 3 et 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

102

11

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Onésime MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date du 26 mai 1998, enregistrée au greffe de la Cour le 15 juin 1998 sous le n°417/GCS, le collectif des propriétaires des parcelles des lots 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153 de Sodjèatinmè Cotonou représenté par Chekpo André, Hunkpenu Abdul Wassi, Ekani Assogba et trente huit (38) autres a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre les arrêtés n°2/195 à 2/204/DEP-ATL/SG/SAD du 1er juillet 1997 pris par le Préfet de l'Atlantique ;

Considérant qu'aux termes de l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédure devant les formalités juridictionnelles de la Cour suprême :

« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de quinze mille (15000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai.

La consignation de cette somme est justifiée par la production d'un récépissé de versement ;

En cas de rejet du pourvoi ou du recours, la somme est acquise au trésor. »

Considérant que les requérants, mis en demeure par lettre n°3120/GCS du 12 août 2012 pour paiement de la consignation prévue par la loi, n'ont pas réagi ;

117
4

117

Y

Qu'il y a lieu de les déclarer déchus de leur recours en application de l'article 6 ci-dessus cité.

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1^{er}: Les requérants sont déchus de leur action ;

Article 2: Les frais sont mis à leur charge ;

Article 3: Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller à la chambre administrative ;

PRESIDENT ;

Eliane R. G. PADONOU {
et {
Etienne FIFATIN {

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-sept juillet deux-mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime MADODE,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

Et ont signé :

**Erick M. M.
AKAKPO - DJIHOUNTRY**

Le Président-rapporteur,

Jérôme O. ASSOGBA

Le Greffier,

Hortense LOGOSSOU-MAHMA



DE = 10.000 /
pte = 10.000 / 20.000

Enregistré à Cotonou le 12/11/13

N° 51 Case 6396

Vingt mille francs

[Signature]



Signature & Address
